

## “Le pouvoir de Kabila a préparé des dizaines de bureaux de vote fictifs”

**RDCongo Moïse Katumbi confirme que l'opposition aura son candidat unique pour le scrutin présidentiel.**

Entretien Hubert Leclercq

**J** – 50. Les élections présidentielle, législatives et provinciales en République démocratique du Congo sont toujours annoncées pour le 23 décembre. Dans cinquante jours, près de 40 millions de Congolais seront conviés à élire le successeur de Joseph Kabila, président hors mandat, poussé par la communauté internationale à ne pas se représenter pour un troisième mandat qui aurait été inconstitutionnel et synonyme de chaos dans tout le continent.

Mais à cinquante jours du scrutin, le processus électoral est loin de se présenter sous les meilleurs auspices. Une large frange de la population, de très nombreuses organisations de la société civile et la plupart des partis de l'opposition ne veulent pas entendre parler du passage par les urnes tel qu'il a été concocté par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) présidée par Corneille Nangaa. Une Ceni qui entend imposer l'utilisation d'une machine à voter et qui refuse de revoir le fichier électoral qui comporte pourtant, se-

lon divers experts et institutions internationales, plus de 16% d'électeurs potentiellement fictifs. Face à ce scénario cousu de fil blanc, les principaux acteurs de l'opposition politique se sont fédérés pour désigner un candidat unique et pour refuser *“la tricherie qui se prépare”*, selon les termes de Moïse Katumbi, un des favoris du scrutin empêché de participer à ce rendez-vous suite à une condamnation à trois ans de prison pour un dossier de spoliation immobilière surréaliste.

Monsieur Katumbi, à cinquante jours du scrutin, vous pensez toujours être capable de désigner un candidat unique de l'opposition ?

Bien sûr. Nous y travaillons depuis un certain temps et nous allons donner prochainement le nom de notre candidat. Il ne s'agit pas d'avancer dans la précipitation. Dans un régime comme celui que nous connaissons en RDC, dès que le candidat sera désigné, il sera mis sous pression et sera même physiquement en danger. En retardant le choix, on retarde aussi ce risque.

**L'UDPS de Félix Tshisekedi, membre de votre “plateforme” de l'opposition, semble se distancier un peu de votre mouvement.**

Félix fait partie de notre plateforme. Il sera aux négociations pour désigner notre candidat. Certains aimeraient fendre le bloc de l'opposi-

tion mais il est solide. Il y a parfois des petites brouilles, mais c'est comme dans toutes les familles, ni plus ni moins.

**L'opposition est-elle toujours décidée à ne pas vouloir aller au scrutin avec la machine à voter ?**

Nous ne voulons pas de cette machine et nous voulons que la Ceni revoie le fichier électoral.

**N'est-ce pas trop tard ?**

Pas du tout. Le pouvoir aimerait faire croire qu'il est trop tard, mais ce n'est pas le cas. En plus, n'oubliez pas que la machine à tricher n'est pas prévue dans la loi électorale ni par la Constitution. Mais il faut aussi absolument revoir le fichier électoral. On ne peut pas aller aux élections avec un tel arsenal conçu pour tricher. Aujourd'hui, je peux vous dire que le pouvoir a prévu des bureaux de vote fictifs. Il y a 88 000 bureaux de vote qui sont annoncés sur toute l'étendue du territoire congolais. Il est très compliqué de tout contrôler, le pouvoir veut jouer sur ce flou et tromper notre vigilance en créant de faux bureaux de vote où seront utilisées les voix des électeurs fictifs.

**Vous pensez donc qu'il est encore possible de remettre tout ce processus en cause ?**

Nous avons le droit et la loi électorale pour nous. Nous nous battons jusqu'au bout pour l'emporter. Nous ne baisserons jamais les bras. Le candidat unique qui sera désigné aura 98 % de chance de remporter ces élections. Cela ne fait aucun doute. Personne, à part Kabila et les siens, n'ose dire le contraire. Les Congolais veulent le départ définitif de ce monsieur et l'arrivée d'une vraie alternance. Le président de la Ceni, Corneille Nangaa, le sait aussi. Mais ils sont prêts à provoquer le chaos pour s'accrocher au pouvoir. M. Nangaa devrait être moins soucieux de sa commission, de ses commissions, et plus attentif aux atten-

tes du peuple congolais. Joseph Kabila avait l'occasion de partir par la grande porte en 2016 en respectant la Constitution. Il a préféré s'accrocher par la force et la violence en créant de fausses rébellions, en massacrant. Combien de croix dans les cimetières, de fosses communes, de corps jetés dans le fleuve a-t-il sur la conscience pour ne pas avoir voulu respecter les lois et la Constitution qu'il a lui-même promulguée ?”

**Justement, Kabila s'est assis sur la Constitution en 2016, pourquoi respecterait-il la loi électorale cette fois ?**

L'opposition et la population sont déterminées. Nous ne nous laisserons plus marcher sur les pieds. Nous demandons le respect de nos droits, rien de plus. Rien de moins. Le peuple congolais a trop souffert. Il faut tourner la page Kabila pour enfin construire un pays nouveau.

**Vous êtes non partant pour ce scrutin, comment vivez-vous cela ?**

Comme une énorme injustice, évidemment. Mais cela ne change rien au sens de mon combat. Je ne me bats pas pour un poste, je me bats pour les Congolais. Je suis congolais, je suis né au Congo, j'y ai grandi. Je veux que la paix revienne dans mon pays. La paix passe par un scrutin réellement démocratique, sans tout cet arsenal

mis en place par le pouvoir. Aller au scrutin dans ces conditions, c'est ouvrir la porte au chaos, je ne peux l'accepter. En décembre 2014, c'est moi qui ai lancé l'appel au refus d'un troisième mandat pour Kabila en rentrant à Lubumbashi. Mon combat est cohérent, je n'ai pas dévié d'un millimètre. Si je ne peux être candidat, je soutiendrai notre candidat commun jusqu'au bout. On ne lâchera rien.

**Si le pouvoir ne vous entend pas ?**

On avisera à ce moment-là.